les prières qui ont été faites samedi et dimanche près de la base de La Macaza, contre l'entreposage des armes nucléaires?

(Traduction)

M. l'Orateur: Il me semble que cette question exige quelques recherches. L'honorable député voudrait-il la faire inscrire au Feuilleton?

(Texte)

QUESTION RELATIVE À LA RELÈVE DE LA GARDE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gilles Grégoire (Lapointe): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre associé de la Défense nationale. Peut-il dire à la Chambre s'il est des endroits au Canada où les dirigeants de l'Armée exigent un prix d'admission pour assister au spectacle quotidien de la relève de la Garde?

L'hon. Lucien Cardin (ministre associé de la Défense nationale): Pas à ma connaissance, monsieur l'Orateur.

M. Grégoire: Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre associé pourrait-il faire en sorte que les officiers supérieurs de l'Armée, à la Citadelle de Québec, suppriment le montant de 75c. qui est exigé de chaque touriste qui veut voir la relève de la Garde?

L'hon. M. Cardin: Monsieur l'Orateur, je vais vérifier l'exactitude de cette affirmation.

(Traduction)

RAPPORT DU COMITÉ DE LA RÉORGANISATION DE LA MILICE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Frank Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, à mon tour, j'aimerais poser une question au ministre associé de la Défense nationale. Il y a une dizaine de jours, il a dit à la Chambre qu'une partie ou la première partie du rapport du comité Suttie serait peut-être disponible dans une semaine. Je me demande s'il est en mesure de nous dire si ce rapport est disponible?

L'hon. Lucien Cardin (ministre associé de la Défense nationale): Oui, monsieur l'Orateur, la première partie du rapport de la Commission est maintenant disponible. Je suis en train de l'étudier. La seconde partie sera prête vers la fin du mois, je pense. Toutefois, avant de le rendre public et avant d'en saisir le comité spécial de la défense, il serait préférable que les deux rapports soient publiés en même temps.

[M. Laprise.]

RADIO-CANADA

PROJECTION DU DOCUMENTAIRE SUR LE PREMIER MINISTRE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. D. M. Fisher (Port-Arthur): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au secrétaire d'État s'il a déjà reçu une réponse de la Société Radio-Canada? Étudie-t-elle de nouveau la possibilité de montrer le film controversable intitulé Mr. Pearson ou permettra-t-elle à d'autres organismes de l'offrir sur le réseau national?

L'hon. Maurice Lamontagne (secrétaire d'État): Non, monsieur l'Orateur.

M. R. Gordon L. Fairweather (Royal): Monsieur l'Orateur, le secrétaire d'État m'a dit jeudi dernier qu'il répondrait aujourd'hui à la question où je demande quels sont les membres du Conseil privé qui ont vu le film sur M. Pearson; combien de fois le premier ministre l'a vu; pour quelle raison la Société Radio-Canada n'a pas diffusé ce film sur son réseau de télévision; et si les membres du Parlement auront l'occasion de voir le film. Puis-je avoir une réponse maintenant?

L'hon. M. Lamontagne: Monsieur l'Orateur, cette question est tout à fait identique à celle que l'honorable député de Port-Arthur a posée. Je n'ai malheureusement pas encore reçu la réponse de Radio-Canada. Je me ferai un plaisir de lire cette réponse à la Chambre des communes dès que je la recevrai.

M. Fisher: Une question complémentaire. Il me semble que le ministre pourrait, sans recourir à la Société Radio-Canada, répondre à la question de l'honorable député et à celles qui ont été posées antérieurement, puisqu'elles engagent ses collègues du Cabinet. Nous n'avons pu encore obtenir de réponse précise à cet égard et le secrétaire d'État n'a certes pas besoin de recourir à Radio-Canada pour savoir de quoi il retourne.

(Texte)

LE SUCRE

LE PRIX SERAIT LE PLUS BAS DEPUIS LE 24 JANVIER 1963

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Albert Béchard (Bonaventure): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre du Commerce. Peut-il dire à la Chambre s'il a pris connaissance d'un rapport paru dans L'Action du 13 juin 1964, à l'effet que le prix du sucre serait à son plus bas niveau depuis le 24 janvier 1963?

(Traduction)

M. l'Orateur: L'honorable député voudra bien inscrire sa question au Feuilleton.